



Après la censure, qui veut ouvrir la boîte de Pandore ?

Description

Cinq décennies après le dernier budget en équilibre et le lent poison de l'effondrement économique grâce à la triade laissée par les socialistes (retraites à 60 ans, 35 heures et le saccage du nucléaire), le gouvernement minoritaire de Michel Barnier a été censuré lors du vote du budget de la sécurité sociale.

L'état de la France en un coup d'œil :

- Plus de 3 200 milliards d'euros de dette publique, soit près de 110% du PIB ;
- Un déficit public à plus de 6% du PIB, soit près de 180 milliards d'euros
- Un déficit commercial proche de 90 milliards d'euros.
- Une croissance potentielle proche de 1% annuellement

Malgré cette situation économique catastrophique, les députés ont censuré le gouvernement pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'économie et l'amélioration de la vie des français.

Le budget prévoyait des hausses d'impôts, comme si la France ne détenait pas déjà le record de la fiscalité. Aucun ne proposait de réduire drastiquement les dépenses publiques.

Personne pour dire que le modèle social français n'est financièrement pas tenable à moyen long terme. Même la droite, sous l'égide de Barnier, envisageait plus de pression fiscale dans un budget qu'aucun socialiste n'aurait rejeté en d'autres temps.

le cirque de la droite la plus bête du monde qui se voulait gauche...

Comme d'habitude, les perdants sont les français dans leur ensemble, les entreprises avec la baisse de l'activité économique et la classe politique.

Les gagnants sont, du moins l'espèrent-ils, tous ceux qui pensent bénéficier d'une présidentielle anticipée.

Maintenant, comme le prévoit la constitution, un nouveau premier ministre va être nommé et va devoir constituer son gouvernement avec pour objectif la majorité au parlement.

Même si les élèves français sont les derniers du classement en mathématiques, une simple addition nous montre que la majorité s'obtient avec plusieurs combinaisons.

Lesquelles seront-elles viables politiquement ?

Voici la répartition en sièges des députés par parti :

LFI : 71

PCF : 17,

VERTS : 38

PS : 66

LIOT : 23

Modem : 36

En Marche : 93

Horizons : 34

LR : 47

UDR : 16

RN : 124

Non-inscrits : 9

Deux possibilités sautent aux yeux parmi l'éventail des combinaisons envisageables :

La logique sortie des urnes devait aboutir à une majorité très large allant du centre au RN en passant par la droite. L'alliance des droites voulue par les électeurs. Mais personne ne veut le RN au gouvernement, à commencer par le RN lui-même.

Une autre alternative serait de créer une majorité stable en faisant une coalition qui engloberait le centre et la gauche socialiste, les verts ainsi que le groupe LIOT. Le total des députés serait de 290, voire plus si les communistes rejoignent cette possible coalition.

Ainsi, par malice et combinaison politique, le retour de la gauche « plurielle » pourrait se faire et obtenir la majorité absolue jusqu'en 2027 en cas d'accord avec le centre droit de Bayrou, d'Edouard

Philippe et le centre gauche du parti présidentiel. L'unique condition les rassemblant étant leur refus d'une présidentielle anticipée en 2025.

Merci la droite ! Toujours vouloir donner des gages de respectabilité à une gauche irrespectueuse et refuser de se tourner vers les 11 millions d'électeurs du RN. Proposer au RN un accord de coalition gouvernementale eut été honnête. C'eut été de la responsabilité de Marine Le Pen tout refus d'alliance et d'union des droites.

Merci le RN ! Censurer un gouvernement, certes imparfait, qui pouvait obtenir des résultats sur le retour de la loi et de l'ordre pour finir avec un gouvernement de centre gauche à tendance plus laxiste sur la sécurité. Et majoritaire jusqu'en 2027 sans possibilité de motion de censure. Bravo !

Il y a des petits génies qui jouent le chaos et la politique du pire afin de précipiter une élection présidentielle. Le faire serait d'ouvrir la boîte de Pandore. Personne ne mesure les conséquences potentiellement catastrophiques d'une telle décision.

Ceux qui pensent qu'une présidentielle anticipée résoudrait les problèmes du pays se trompent.

Les problèmes économiques structurels et le rôle de l'Etat au sein de la société ne peuvent être tranchés par un débat réduit à 1 mois lors d'une campagne électorale anticipée.

Le niveau de la classe politique est tel que cela nécessitera des décennies pour y voir une amélioration.

Seuls des problèmes conjoncturels pourront être abordés lors d'une campagne éclair. N'oublions pas que rien ne changera d'ici l'été 2025 car il est impossible de dissoudre l'Assemblée nationale d'ici là.

De plus, le point important qui explique que la boîte de Pandore sera ouverte si une élection présidentielle devait se tenir dans l'année est la perte de légitimité et la démonétisation de la fonction.

Si la pression populaire, la pression médiatique ou politique ou la conjonction des trois créent les conditions d'une présidentielle avant terme, alors le successeur sera nécessairement exposé au même risque de « démission forcée ».

Et si cette fois, cela se déroulait juste après les 100 jours avec de mauvais sondages ?

Et si le locataire de l'Elysée était Marine Le Pen ? Que fera-t-elle avec la pression médiatique d'une presse déjà acquise ultra majoritairement à la pensée gauchiste, avec la récurrence des manifestations au motif fallacieux du sauvetage de la république face au fameux retour du péril brun, avec la révolte de juges encartés politiquement, etc...

Il en serait de même pour un candidat de droite qui chercherait enfin à appliquer une politique de droite, dans un pays tenu par une gauche culturellement hégémonique, à savoir le retour de la loi et de l'ordre et l'assainissement de l'économie.

Quant à l'opposé de l'hémicycle, c'est la conquête du pouvoir qui importe, la manière est accessoire. Le modèle est un mélange d'inspiration bolivarienne et robespierrienne.

Et si dans un scénario que peu pensent réalisable, avec son hégémonie médiatique et culturelle,

c'était le fan de Chavez qui entrait au 55 rue du Faubourg Saint-Honoré ?

Qui serait prêt à voter pour la patronne du RN dépeinte en « diablesse hitlérienne » en cas de second tour LFI – RN ? Difficile de se défaire de calomnies et de fausses réputations !

N'est pas Trump qui veut !

La précédente législative l'a montré : passer de favori pour Matignon à 3ème bloc au Palais Bourbon.

Un conseil : ne touchez pas aux fondements de la cinquième république.

Le général de Gaulle et les pères de la constitution de la cinquième république ont créé un modèle qui sied au pays. Un président élu au suffrage universel direct ayant le rôle et les pouvoirs d'un quasi-monarque ; un monarque républicain. Un premier ministre qui dirige le gouvernement avec un parlement dont l'usage est une majorité dévolue au président élu afin que le programme proposé par ce dernier lors de son élection y soit voté.

C'est un système stable qui tranche avec le système des partis et des combines des régimes parlementaires.

A moins de vouloir retrouver l'instabilité politique et l'ingouvernabilité de la quatrième république, de transformer la fonction de président en un poste honorifique, il est du devoir de tous ceux qui chérissent le modèle actuel de vouloir le préserver des apprentis sorciers.

Et si les blocages sont difficilement surmontables, alors il faut redonner la parole au peuple en commençant par un sujet consensuel : un référendum sur des quotas d'immigration par exemple.

Cela serait une sortie par le haut pour un président qui restera, comme le disent les américains, « lame duck » jusqu'à la fin de son mandat.

2027 sera alors le rendez-vous décisif pour espérer enfin un redressement du pays.

AFUERA ! VIVA LA LIBERTAD !

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée

16 décembre 2024